



**SEMINAIRE SUR LA DIVERSIFICATION ET LE
DEVELOPPEMENT DU SECTEUR HORTICOLE EN AFRIQUE**

Bamako – Mali, 13-15 février 2001

Productions Horticoles et Perspectives de Développement Au Mali

By Daounda Dembelé

INTRODUCTION

L'irrégularité et l'insuffisance des précipitations compromettent sérieusement les cultures sèches qui constituent la base de l'alimentation des populations sahéliennes. L'autosuffisance et la sécurité alimentaire sont une priorité pour le développement du secteur agricole.

Durant la dernière décennie, la population totale de la région subsaharienne de l'Afrique s'est accrue de plus de 3% par an et près de 40% des populations africaines vivront dans les villes à la fin du siècle. Les prévisions ne permettent pas d'espérer une croissance comparable de la production agricole (5).

Les productions horticoles peuvent permettre d'améliorer la sécurité alimentaire et les conditions de vie des populations d cause de leur qualité nutritionnelle, de leur cycle de production qui est très court et de la valeur ajoutée par unité de surface très élevée. Au Mali, les cultures maraîchères nécessitent une main d'œuvre importante et offrent une activité rémunératrice aux couches les plus défavorisées de la population. C'est notamment le cas pour les femmes dont les revenus complémentaires horticoles sont utilisés en général pour l'éducation des enfants et la santé de la famille.

Dans un tel contexte, le développement de l'horticulture peut être une voie pour diversifier les sources de revenu pour les producteurs, les commerçants, importateurs et exportateurs et permettre aux populations d'avoir un meilleur équilibre nutritionnel. Mais la filière est confrontée à de nombreuses contraintes qu'il faudra lever pour tirer le maximum de profits de ce secteur.

Nous parlons du secteur d'une manière générale, des potentialités, des contraintes et proposer des stratégies pour le développement du secteur.

I. GENERALITES:

Le Mali, pays enclavé s'étend sur 1,241 millions de KM². Il est situé entre les latitudes 10° à 26°N et les longitudes 12°O à 4°1 5°E.

Le climat est tropical et comporte trois saisons :

- une saison sèche et chaude allant de mars à fin juin
- une saison humide et chaude (hivernage) de juin en octobre
- une saison froide ou fraîche de novembre en février

Le pays est traversé par deux grands fleuves prenant leur source dans les massifs du Fouta Djalon en Guinée : le Niger (1780 km) et le Sénégal (709 km).

Le Mali a une économie essentiellement basée sur le secteur rural (agriculture, élevage, pêche et forêt) qui contribue pour plus de 45% du PIB et constitue la principale source de revenus pour au moins 80% de la population (1).

La population est estimée à 10 millions d'habitants avec une densité moyenne de 8,2 habitants/km qui varie de 30 au sud à moins d'1 habitant/km² dans la partie Nord du pays.

II. PLACE DU SECTEUR HORTICOLE DANS LA STRATEGIE DU DEVELOPPEMENT

La politique agricole du Mali s'articule autour de 6 axes (2) :

1. le désengagement de l'Etat des activités productives et commerciales, et la promotion du secteur privé et associatif.
2. la responsabilisation du monde rural.
3. l'adaptation des structures aux changements préconisés par l'option de libéralisation, de décentralisation et de privatisation.
4. le développement durable et gestion des ressources naturelles.
5. la sécurité alimentaire.
6. le développement des filières.

Le secteur des fruits et légumes est un élément important de cette politique qui lui assigne un rôle porteur dans les domaines de :

- la réduction des importations alimentaires
- la relance des exportations
- la diversification des productions

En outre, le développement des fruits et légumes permet d'obtenir un meilleur équilibre nutritionnel dans le régime alimentaire en y apportant les vitamines et acides aminés nécessaires à l'organisme. Enfin, les fruits et légumes contribuent à garantir les revenus du monde paysan.

L'utilisation des cultures ornementales est limitée surtout aux hôtels, villas mais elles ne sont pas encore bien entrées dans nos mœurs des populations d'une manière générale. Il n'y a pas encore de structure de production de fleurs bien développées pour conquérir les marchés extérieurs.

III. DESCRIPTION DU SECTEUR

3.1. Cadre institutionnel

La Direction Nationale de l'Appui au Monde Rural (DNAMR) les différents projets de développement rural et les Offices de développement sont chargés de l'encadrement du Monde rural, L'institut d'économie rurale (IER) est chargé de la réalisation des travaux de recherche appliquée susceptibles d'apporter des solutions techniques aux problèmes liés d la production, la transformation et la commercialisation.

La Direction Générale de la Réglementation et du Contrôle (DGRC) chargé de mettre en place les textes réglementaires et contrôler la qualité des produits (semences, produits de consommation, produits phytosanitaires, etc.).

L'Etat en collaboration avec ses partenaires notamment l'USAID et la Banque Mondiale ont créé des structures comme le Centre Agro-entreprise (CAE) pour impulser et promouvoir les entreprises et les filières agro-alimentaires, une Agence pour la promotion des filières agricoles (APROFA), et l'Agence pour la promotion des entreprises privées (APEP) dans le but de soutenir les entreprises privées et les associations professionnelles et d'améliorer leurs capacités et savoir faire.

Dans le cadre de l'assistance ou d'appui au secteur, des activités sont menées par les organisations non gouvernementales (ONG) et plusieurs projets à travers tout le pays. Il existe d'autres intervenants comme l'APCAM (Assemblée permanente des chambres d'agriculture), les Banques et les exportateurs.

3.2. Principales zones de production

D'une manière générale, les cultures horticoles sont pratiquées partout où l'eau est disponible pour couvrir le cycle des cultures. Cependant, il existe une spécialisation assez marquée des grandes zones de production ; on distingue :

- la zone Haute Vallée du Niger et notamment la région de Koulikoro et le district de Bamako. C'est une zone importante de production de mangue, de banane, d'agrumes et de haricot vert.
- la zone du Séno avec les cultures en terrasse du plateau dogon qui produit une quantité importante d'échalote commercialisée vers Bamako, Ségou, Mopti et exportée vers la Côte d'Ivoire et le Sénégal. La production de tomate également est importante dans cette zone.
- la zone de l'Office du Niger (région de Ségou) qui produit des quantités importantes d'échalote, d'ail et de tomate. On envisage actuellement de développer [a production de pomme de terre.
- la zone CMDT, particulièrement la région de Sikasso (les cercles de Sikasso, Bougouni, et Koutiala) qui produit particulièrement la pomme de terre, la patate douce, l'igname et toutes les espèces de fruits (mangues, agrumes, avocats etc.). Les produits sont commercialisés vers l'intérieur du pays ainsi qu'à l'extérieur vers la Côte d'Ivoire.

Le cercle de Yanfolila est plus spécialisé dans la production des agrumes (oranges surtout) et les produits sont commercialisés vers l'intérieur notamment Bamako surtout.

- la région de Kayes où le cercle de Kéniéba est une grande zone de production d'agrumes et le cercle de Kita plus spécialisé pour les productions légumières et la mangue.
- Enfin, la région de Kidal (Nord du pays) pour la culture du dattier.

3.3. Superficies cultivées et productions

En l'absence de données statistiques fiables, la Direction Nationale de l'Appui au Monde Rural (DNAMR) a pu recueillir les données suivantes en 1997-98 avec le concours des Directions régionales et certaines structures de développement. Les

superficiés consacrées aux légumes sont estimées à 8019 ha en l'absence des données sur les courges et courgettes.

Les superficies les plus importantes sont occupées par l'échalote (3902 ha pour une production de 58539 tonnes) la tomate (835 ha pour une production de 16713,20 tonnes), le gombo (608 ha pour une production de 8523,76 tonnes) et l'oignon (579 ha pour une production de 9264,96 tonnes).

Les plantes à tubercules (igname, patate douce) occupent 10412 ha pour une production de 117616 tonnes. Les statistiques de 1995 ont montré que le manioc a occupé une superficie de 358 ha pour une production de 24599 tonnes. Et la pomme de terre a occupé une superficie de 336,4 ha pour une production 7737,2 tonnes.

Les superficies occupées par les fruitiers sont de l'ordre de 12560 ha dont 3126,25 ha pour les agrumes avec une production de 46893,75 tonnes, 6250 ha pour une production de 156250 tonnes pour les mangues et 164105 ha pour la banane avec une production de 49246,50 tonnes.

Certaines cultures comme l'Anis, le Cumin, le poids sucré offrent des nouvelles opportunités pour l'exportation.

3.4. Recherche Agronomique

Les activités de recherche sur les fruitiers ont démarré en 1962 et celle des cultures maraichères en 1977. Depuis cette date, il existe plusieurs acquis qui ont été diffusés. Ils ont concerné principalement l'étalement des productions, la mise au point de techniques culturales, les méthodes de lutte contre les ennemis des cultures et les techniques de transformation et de conservation. Elles sont réalisées au sein de l'Institut d'économie rurale.

3.5. Consommation

Au Mali, la consommation des fruits a été estimée en 1989 à 12,30 kg/habitant/an et celle des légumes à 25,9 kg/habitant/an. En l'an 2005, avec le taux actuel de l'accroissement de la population qui devrait atteindre 11 millions et l'engouement des populations pour les fruits et légumes, la consommation des fruits pourrait atteindre 15,70 kg/habitant/an et celle des légumes à 32,94 kg/habitant/an. La capitale Bamako illustre à cet effet cet engouement ; la consommation des fruits et légumes a passé de 15 à 36 kg/habitant/an pendant ces 2 dernières décennies (1).

3.6. Commercialisation

L'essentiel de la production est destiné à la vente. Les principaux clients sont constitués par les femmes et les transactions ont lieu soit au champ soit au marché. Dans la plupart des cas, la vente se fait au nombre ou au tas sauf dans le cas de la banane, de la pomme de terre, de l'oignon et de l'échalote qui sont vendus au kilo. Selon une étude fait par la FAO (1) à Bamako, sur la filière de commercialisation des

produits maraîchers, environ 31 % des petits producteurs déclarent commercialiser eux-mêmes leur production. Ce pourcentage descend à 7 et 2% respectivement pour les moyens et grands producteurs. La commercialisation directe est réalisée par les femmes des exploitants qui se chargent de la vente au détail sur les marchés. La plus grande partie de la production est vendue sur l'exploitation (de 69% pour les petits producteurs jusqu'à 98% pour les grands). Les fluctuations saisonnières des prix des produits reflètent les contraintes agronomiques et climatiques ainsi que le sous-développement des infrastructures de commercialisation.

3.7. Importation & Exportation

Les importations concernent généralement les semences maraîchères, la banane, la banane plantain, les ignames, l'oignon, la pomme de terre, l'ail et les produits transformés. Les coopératives de planteurs et maraîchers organisent la commercialisation de leurs adhérents aussi bien pour le marché intérieur que pour le marché extérieur. Certains exportateurs se sont organisés pour créer des associations tandis que d'autres travaillent de façon indépendante. Généralement, tous ces exportateurs collaborent avec les structures de développement pour organiser la production. Les produits sont exportés généralement vers les pays voisins comme le Burkina, la Côte d'Ivoire (pomme de terre, oignon, piment frais et sec), la Mauritanie (pastèque, courge, mangue), le Sénégal (piment sec, mangue, pastèque) et vers l'Europe (essentiellement la mangue et le haricot vert mais aussi l'aubergine, le gombo frais et en poudre.

3.8. Transformation et Conservation

La filière actuelle de transformation des fruits et légumes est essentiellement domestique et artisanale. Il n'existe qu'une seule unité agro-industrielle qui est la SOMACO, mais cette unité connaît actuellement des difficultés et des études sont en cours pour la relancer.

3.9. Potentialités

Le Mali est un pays dont l'économie est basée sur le secteur rural. La base de l'alimentation étant basée sur les cultures céréalières, l'Etat a fait beaucoup d'investissements dans le domaine de l'encadrement technique de ces cultures ainsi que pour les cultures industrielles que sont le coton et l'arachide. Par contre, les cultures horticoles ont très peu bénéficié de cet appui, tous les résultats obtenus sont dus en grande partie au dynamisme des acteurs de la filière. On peut constater que les opérateurs économiques de ce secteur sont très dynamiques et n'attendent que l'appui de l'Etat pour que l'on assiste à un développement important de cette filière.

Avec le désengagement de l'Etat de certaines sociétés et la libéralisation de l'économie, de nombreux jeunes diplômés sans emploi s'intéressent à cette filière, seulement ils manquent très souvent de moyens pour réussir.

Le Mali dispose d'environ 45,9 millions d'hectares propices aux productions végétales et animales dont 12 millions d'hectares cultivables et sur lesquels seulement 3,5 millions sont mis en valeur.

L'office du Niger est le plus grand périmètre irrigué du Mali avec un potentiel d'environ 1 million d'hectares dont 49680 ha seulement sont exploitées (4). Il existe d'autres périmètres comme ceux de Baguinéda (2400 ha sont en exploitation) et Sélingué ainsi que de nombreux petits périmètres disponibles pour les cultures horticoles.

Le long des cours d'eau comme le Sénégal et le Niger peut être exploité pendant une bonne partie de l'année.

Les conditions climatiques sont très favorables pour la production de la mangue qui est le principal fruit exporté.

L'institut d'économie rurale dispose de nombreux résultats qui ne sont pas suffisamment exploités et de plus actuellement toutes les activités de recherche sont initiées et exécutées avec la collaboration des producteurs.

3. 10. Contraintes

Malgré les efforts entrepris par l'Etat à travers ses différentes structures, la filière est confrontée à de nombreuses difficultés à plusieurs niveaux ; d'une manière générale, on rencontre certaines difficultés à plusieurs niveaux ; il s'agit de l'insuffisance de la qualité, des faibles niveaux de formation et d'organisation ainsi que du manque de disponibilité de statistiques fiables.

3.10.1. Au niveau de la production

Plusieurs contraintes existent à ce niveau, les plus importantes sont les suivantes :

- les variétés disponibles ne sont toutes adaptées aux conditions agro-climatiques pour permettre l'étalement de la production ; en outre, elles sont très sensibles aux maladies et aux attaques d'insectes et n'ont pas toujours la qualité requise.
- les techniques optimales de production (fertilisation, irrigation, récolte etc.) et les méthodes de traitements phytosanitaires ne sont pas bien maîtrisées par manque d'encadrement.
- la plupart des semences de légumes est importée. La distribution est assurée par le secteur informel qui est très mal organisé. Les semences de certaines espèces sont auto produites mais les producteurs ne tiennent pas compte des exigences techniques nécessaires en la matière.
- les producteurs de la ceinture maraîchère sont confrontés au problème foncier a cause de l'urbanisation des grandes villes.

Les données statistiques fiables en la matière ne sont pas disponibles, malgré les efforts fournis par les structures de la DNAMR.

3.10.2 Au niveau de la commercialisation

- le problème d'écoulement des produits lié à la surabondance de la production à certaines périodes de l'année.
- le manque d'infrastructures économiques de commercialisation (entrepôts, organisation de points de vente).
- les filières de commercialisation sont caractérisées par le manque d'organisation et la sous-information des producteurs, la position dominante d'un nombre limité de grossistes qui disposent de capacités de transports, de moyens financiers, de dépôts de stockage. Les coûts de commercialisation sont assez élevés du fait des coûts de transport et du nombre élevé d'intermédiaires qui, pour assurer leur survie, doivent prélever des marges unitaires importantes sur des volumes de transactions assez faibles (3).
- faible écoulement des produits séchés à cause des habitudes alimentaires.

3.10.3 Au niveau économique

- l'insuffisance des infrastructures routières et des moyens de transport adéquats entraîne une faible exploitation des énormes potentialités de certaines zones.
- l'insuffisance du contrôle de la qualité est une des causes essentielles de la perte de crédit du label malien.
- les conditions d'accès au crédit bancaire sont difficiles pour les producteurs de fruits et légumes et les sociétés de commercialisation probablement à cause de la spécificité de la filière (denrées périssables).
- le manque d'usine de transformation.
- le manque d'investissement pour augmenter la productivité.
- le manque de concertation

IV. STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT

Dans le cadre de la politique d'autosuffisance et de sécurité alimentaire, les fruits et légumes et même les fleurs peuvent jouer un rôle très important. Il est donc nécessaire d'entreprendre un certain nombre d'actions pour permettre à cette filière de jouer pleinement son rôle dans l'économie Malienne.

Dans le cadre de la recherche et du développement

- le développement de la filière dépend étroitement des objectifs de développement que l'on va se fixer. A ce niveau, il est indispensable **d'avoir des données statistiques fiables pour se fixer des objectifs de développement à moyen et long termes**. Des études conjointes DNAMR/DNSI devraient nous permettre d'avoir ces données.
- la mise en place d'un organisme ou d'un système de production de semences de légumes et de plants est nécessaire. Malgré les efforts du service semencier national, les quantités produites sont faibles et ne concernent que le gombo l'oignon violet de galmi. Le Service Semencier National, la DNAMR et l'IER

doivent mener une réflexion pour trouver les voies et moyens nécessaires à la **production de semences de légumes et de plants.**

- les activités de recherche prioritaires sont prises en compte par l'IER à savoir la sélection de variétés de légumes adaptées aux conditions climatiques pour permettre un meilleur étalement des récoltes et la mise au point des méthodes de lutte intégrées contre les nuisibles. Il **convient de mettre au point des techniques de fertilisation qui utilisent moins d'engrais chimique et plus de fumure organique.**
- le renforcement des structures de contrôle de la qualité et de conditionnement devient une obligation parce le marché et surtout le marché international devient de plus en plus exigeant en ce qui concerne les résidus de pesticides.
- la **formation des agents d'encadrement et les producteurs** est une nécessité pour rendre la filière plus performante. La formation peut être orientée de manière à viser des objectifs précis ; on veillera à se doter de moyens pour évaluer les méthodes, les résultats et les impacts.
- la **promotion de la consommation des fruits et légumes** doit être une activité soutenue pour tirer profit au maximum du développement de la production et permettre à un maximum de personnes d'avoir une alimentation équilibrée et diversifiée. Il est nécessaire de proposer dans ce cadre de nombreuses recettes à base de légumes pour que la majeure partie de la population puisse consommer suffisamment de légumes quel que soit le niveau de leur revenu.
- créer **des ceintures maraîchères dans les alentours immédiats des villes** et prévoir des zones de productions légumières dans les plans d'aménagement des grandes villes. Cela permettra à la population d'avoir accès à des produits à prix relativement bas parce que les coûts de transport réduits.
- il faut **relancer les activités de recherche sur la mangue** ; notamment, étudier les méthodes de lutte contre les mouches des fruits, poursuivre les introductions pour l'étalement de la production et étudier les différentes techniques à utiliser pour réduire le phénomène d'alternance qui est très important pour les variétés d'exportation.

Dans le domaine de la transformation

La filière actuelle de transformation des fruits et légumes est essentiellement domestique et artisanale. Il n'existe qu'une seule unité agro-industrielle qui est la SOMACO, mais cette unité connaît actuellement des difficultés et des études sont en cours pour la relancer. Il est nécessaire de développer des unités semi-industrielles ou industrielles pour limiter les pertes considérables de fruits et légumes pendant les périodes de surproduction et pour exploiter les potentialités de plusieurs zones de production.

Dans le cadre de la commercialisation

La qualité doit être le motive de tous les producteurs, aussi seuls la fréquentation des points de vente de fruits et légumes peut favoriser cette concurrence. En outre cela permettra au consommateur d'avoir tous ses légumes en un seul endroit.

Dans le cadre de la promotion de la filière

Il est important que tous les acteurs se considèrent comme des partenaires et non comme des adversaires ; ils ont tous besoin les uns des autres pour développer leurs activités et leurs intérêts sont liés. Dans le domaine du secteur fruits et légumes, il y a beaucoup d'activités qui sont menées à l'intérieur du pays soit par des ONG, soit par des projets avec les partenaires au développement, mais ces activités ne sont pas coordonnées et généralement personne ne s'intéresse à ce que fait l'autre ou bien ne sait même pas que l'autre existe. C'est pour toutes ces raisons que la CMDT et la SNV (Service Néerlandais de Développement) ont organisé un séminaire-atelier regroupant différents intervenants du secteur horticole : organismes de développement, projets et ONG de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Mopti. Le réseau d'appui au Maraîchage mis en place par le séminaire connaît des difficultés de fonctionnement.

Le projet régional FAO - GCP/RAF/244/BEL « Coordination régionale pour le développement de l'horticulture en Afrique » qui regroupe le Burkina Faso, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée Bissau, le Niger, le Mali, la Mauritanie, le Sénégal et le Tchad (les pays associés se sont organisés en réseau «RADHORT») également suggéré la mise en place d'une cellule de coordination nationale de l'horticulture (CCNH) pour servir de cadre d'échanges et de concertation entre tous les acteurs de la filière. La CCNH du Mali est fonctionnelle mais ne regroupe pas encore tous les acteurs de la filière et elle n'a pas les moyens de ses ambitions.

Au niveau du Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Transport il existe un comité de pilotage pour la filière haricot vert. Ce comité est au stade de démarrage de ses activités. Nous pensons qu'il faut aller plus loin, **créer une structure uniquement pour la promotion de la filière horticole** qui se chargera :

- **mettre les informations à la disposition des acteurs de la filière notamment, les informations techniques (techniques culturales, variétés), situation des marchés à l'intérieur et à l'extérieur etc.**
- **réunir régulièrement tous les acteurs de la filière pour préparer des campagnes, discuter des problèmes etc.**
- **faciliter l'accès au crédit**
- **recherche de débouchés.**
- **de proposer un plan à long terme pour le développement de la filière.**

Bibliographie

- (1) Monographie nationale de l'horticulture du Mali - document FAO (projet GCP/RAF/244/BEL) 85p - juin 2000.
- (2) Présentation du secteur fruits et légumes au Mali - DNAMR- réunion de lancement de la campagne agricole 1996/97 (17-21 mai 1996 - Koutiala) 13p.
- (3) Etude des coûts de commercialisation de 4 cultures maraîchères (tomate, oignon, chou, pomme de terre)- document FAO (projet GCP/RAF/244/BEL) 36p- juin 2000.
- (4) La filière des fruits et légumes- Centre Agro-Entreprise. Rapport de discussion avec les groupes focus - septembre 2000.
- (5) TOURE Nabi moussa, 1999. Argumentaire sur le RADHORT à l'attention des Ministres de la CMA/AOC_ Projet FAO GCP/RAF/244/BEL_ Phase III.